

C.9 Installations militaires

Décision du Conseil d'Etat:

Interaction avec fiches: **A.1, A.8, A.9, A.11, C.7, C.8, C.10, D.8**

Approbation par la Confédération:

Stratégie de développement territorial

1.3 : Maintenir la diversité des biotopes et renforcer le réseau écologique

3.1 : Maintenir les fonctions et les populations résidentes dans les villages et les communes

3.7 : Coordonner l'urbanisation et les transports

Instances

Responsable: SDT

Concernées:

- Confédération : ARE, DDPS
- Canton: PC, SAJTEE, SBMA, SCPF, SDE, SFP, SICT, SPE, SRTCE, SSCM
- Commune(s): Toutes
- Autres : Cantons voisins

Contexte

Les installations militaires concernent les places d'armes, les places de tir et d'exercice, les casernes et cantonnements, les centres logistiques et d'infrastructures, les centres d'instruction, les postes de Police militaire, ainsi que les points de franchissement. La base aérienne de Sion, quant à elle, est traitée principalement dans la fiche D.8 « Infrastructures aéronautiques ».

Afin d'assurer la sécurité du pays, l'armée a généralement besoin de grandes surfaces de terrain. Cette utilisation du sol pour des activités militaires peut générer souvent des conflits avec les besoins d'utilisation civile, en particulier avec les intérêts de l'urbanisation, du tourisme, de l'agriculture, de la chasse, du paysage ou de la nature. Elle peut provoquer également des contraintes environnementales non négligeables au niveau du bruit, du sol ou des eaux souterraines. D'un autre côté, l'évolution de la stratégie de l'armée conduit à une nouvelle occupation du sol, à l'adaptation des installations militaires existantes, ou à une utilisation différente de ces dernières.

Initié en 2010, le processus de développement de l'armée (DEVA) vise notamment à améliorer l'instruction et l'équipement militaires, ainsi qu'à renforcer l'ancrage régional de l'armée dès 2017. En finalité, il s'agit d'établir un équilibre durable entre les prestations de l'armée et les moyens financiers dont elle dispose, en tenant compte des enjeux militaires actuels. Dans ce contexte, le DEVA prévoit de réduire les effectifs de l'armée et le nombre annuel de jours de service.

Elaboré sur la base des exigences politiques et économiques liées au DEVA, le concept de stationnement de l'armée provisoire (situation jusqu'à fin 2013) montre quel type d'utilisation est envisagé pour les différents emplacements et quels sont ceux qui devront être abandonnés. Ce concept expose les conséquences de la réforme Armée XXI du point de vue de l'aménagement du territoire, et représente la base de l'adaptation et de la mise à jour du plan sectoriel militaire (PSM), lequel contient les principes nécessaires à l'harmonisation des activités à effet territorial ainsi qu'à la collaboration entre les autorités militaires et civiles. La réalisation du concept s'étendra sur plusieurs années et la mise en œuvre du projet DEVA devrait s'achever en 2021.

Le droit militaire confère aux installations militaires un statut juridique particulier et n'octroie que des compétences restreintes aux cantons.

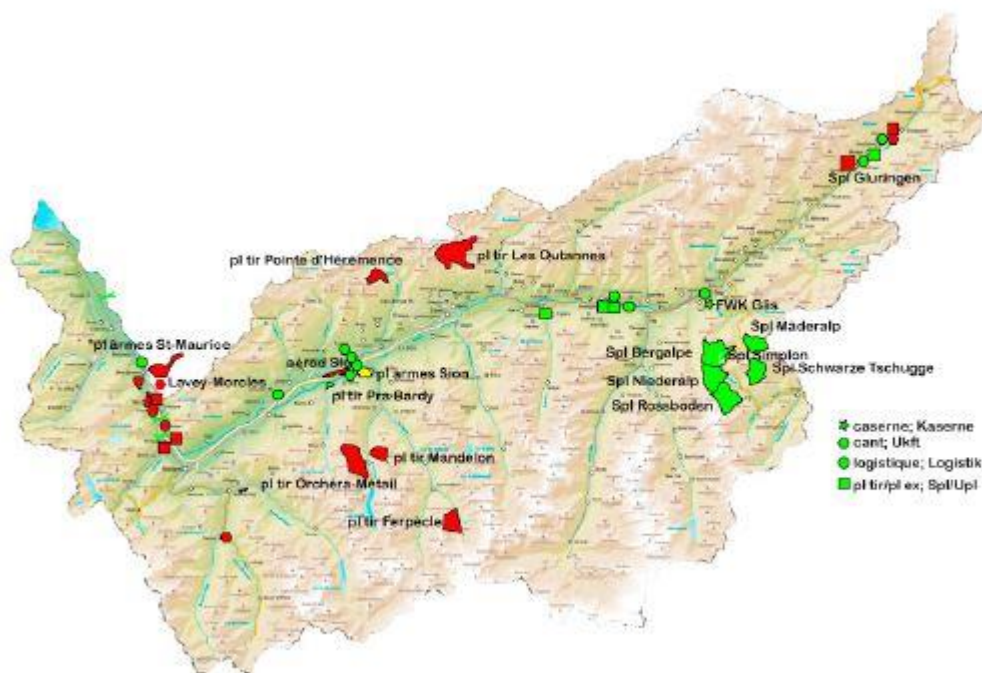
Au niveau des emplacements principaux de l'armée, le concept de stationnement prévoit, pour le canton du Valais, le maintien de la caserne de Brigue et du poste de Police militaire de Sierre, la réaffectation de la place d'armes de Sion, et la fermeture de la place d'armes et des centres d'infrastructures et d'instruction de St-Maurice-Lavey.

C.9 Installations militaires

Au niveau des emplacements secondaires, le concept prévoit le maintien de 28 cantonnements, 4 centres logistiques ou d'infrastructures (Münster-Geschinen, Simplon, Viège, Sion), 10 places de tir ou d'exercice, et 3 points de franchissement au sens du PSM (Dorénaz/Vernayaz, Collonges/Evionnaz, Aigle/Collombey-Muraz). Il envisage par contre la fermeture de 4 cantonnements (Oberghoms, Sembrancher, Champex, Dorénaz), 2 centres logistiques (Brigue, Evionnaz) et 13 places de tir ou d'exercice.

Les lieux de service de Simplon, Brigue, Niedergesteln, Sierre, Sion et St-Maurice seront maintenus. Seul le lieu de service de Reckingen-Glurigen sera fermé.

Les biens immobiliers selon le DEVA mentionnés dans le PSM, lequel repose sur le plan sectoriel des places d'armes et de tir du 19 août 1998 et qui est complété par les domaines Aérodrômes militaires et Points de franchissement, sont listés en annexe.



Le Canton du Valais selon le concept de stationnement DEVA
(état provisoire novembre 2013, source DDPS)

Le Valais fait partie des cantons suisses les plus touchés par les répercussions du concept de stationnement de l'armée provisoire, notamment avec la fermeture de la place d'armes de St-Maurice et des infrastructures militaires dans la Vallée de Conches. Avec l'abandon de la base aérienne de Sion, c'est une baisse de près de 30% des postes de travail en lien avec l'armée qui est programmée (passage de 170 à 120 équivalents plein-temps).

Pour cette raison, l'information réciproque et la coordination entre le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), le canton et les communes sont primordiales et doivent être poursuivies régulièrement. Le canton du Valais est intéressé d'avoir une présence élevée et adéquate de l'armée sur son territoire ainsi que de maintenir, notamment, des centres d'instruction. Parallèlement, il soutient les projets civils d'importance nationale concernant un secteur militaire qui sera abandonné, en compensation de la réduction des postes de travail en lien avec l'armée.

Dans ce contexte, il est indispensable qu'une coordination à la fois spatiale et temporelle de l'utilisation du sol à des fins militaires et civiles soit effectuée, en particulier dans les régions à forte présence militaire, où l'intérêt économique doit être particulièrement pris en considération.

C.9 Installations militaires

Coordination

Principes

1. Assurer une information et une coordination suffisantes entre le DDPS, le canton et les communes en ce qui concerne les projets militaires et les questions liées à la présence militaire.
2. Prendre en considération les intérêts civils lors d'une vente ou d'une location à long terme d'installations ou de constructions militaires dans l'ordre de priorité suivant : Confédération, canton, communes, privés.
3. Favoriser l'hébergement et la pratique d'activités militaires sur la même commune.
4. Permettre le changement d'utilisation des installations militaires qui ne sont plus en service, pour autant qu'il réponde aux dispositions légales en matière d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement.
5. Assurer que les installations militaires vouées à un changement d'utilisation soient libérées d'éventuelles charges résiduelles dues aux anciennes activités et assainies dans le respect de l'environnement.

Marche à suivre

Le canton:

- a) accompagne la Confédération dans l'élaboration et l'adaptation du PSM ;
- b) entretient une relation étroite avec la Confédération au sujet des projets militaires et des questions liées à la présence militaire, notamment par sa participation aux entretiens annuels d'information et de coordination organisés par le DDPS ;
- c) veille à une information régulière des régions socioéconomiques et des communes concernées au sujet des projets militaires et des questions liées à la présence militaire, et assure une coordination suffisante avec celles-ci ;
- d) analyse tout projet d'installation militaire dont la Confédération souhaite se dessaisir et participe, le cas échéant, au processus de vente de cette installation à des fins civiles ;
- e) soutient les communes et, au besoin, intercède auprès de la Confédération, afin que l'intérêt économique de celles-ci soit préservé par la présence militaire sur leur territoire ;
- f) analyse, en coordination avec la Confédération et les communes concernées, la possibilité de réaffecter d'anciennes infrastructures militaires pour l'implantation d'installations d'intérêt public (p.ex. centre sportif, aire de stationnement pour les gens du voyage) ;
- g) veille à ce que les anciennes installations militaires vouées à une utilisation civile soient assainies et respectent les diverses planifications cantonales et les conditions environnementales.

Les communes:

- a) délimitent au besoin, dans leur plan d'affectation des zones (PAZ), une zone adéquate pour les installations militaires et fixent les dispositions y relatives dans le règlement communal des constructions et des zones ;
- b) informent le canton et le DDPS sur les projets de construction ou de modification des PAZ susceptibles de concerner des intérêts militaires ;
- c) analysent tout projet d'installation militaire dont la Confédération souhaite se dessaisir et pour lequel le canton n'est pas intéressé et participe, le cas échéant, au processus de vente de cette installation à des fins civiles ;
- d) collaborent, avec la Confédération, à la rédaction du règlement d'utilisation des installations militaires sur leur territoire (p.ex. règlement d'occupation du sol pour l'organisation spatiale et temporelle des

C.9 Installations militaires

besoins civils et militaires), et intercèdent auprès de cette dernière, au besoin avec l'aide du canton, si leur intérêt économique n'est pas préservé ;

- e) analysent, en coordination avec le canton, la possibilité de réaffecter d'anciennes infrastructures militaires pour l'implantation d'installations d'intérêt public (p.ex. centre sportif, aire de stationnement pour les gens du voyage).

Documentation

DDPS, **Concept de stationnement de l'armée provisoire**, 2013

DDPS, **Plan sectoriel militaire**, 2001

DDPS, **Plan sectoriel des places d'armes et de tir**, 1998

DDPS, **Développement de l'armée (DEVA)**, (en cours)

C.9 Installations militaires

Annexe : Liste des biens immobiliers selon le Développement de l'armée (DEVA) mentionnés dans le plan sectoriel militaire (PSM)

N° PSM	Désignation de l'utilisation	Commune	Emplacement de l'armée	Concept de stationnement DEVA 2013	Catégorie
23.11	Place d'armes cantonale de Sion	Sion	Principal	Modification	Coordination réglée
23.12	Place d'armes de Saint-Maurice - Lavey	Lavey-Morcles (VD), Saint-Maurice	Principal	Fermeture	Coordination réglée
23.201 23.22	Schiessplatz Bergalpe	Brig-GLIS, Simplon, Visperterminen	Secondaire	Maintien	Coordination réglée
23.202	Place de tir Dorénaz pigeons B	Dorénaz, Martigny	Secondaire	Fermeture	
23.203	Place de tir Dorénaz pigeons C	Dorénaz, Martigny	Secondaire	Fermeture	
23.204	Place de tir Ferpècle	Anniviers (SPM : Ayer, Evolène, Grimontz)	Secondaire	Fermeture	
23.205 23.21	Flab- Schiessplatz Glurigen	Bellwald, Blitzingen, Fieschertal, Grabschaft, Guttannen (BE), Münster-Geschinen, Obergoms, Reckingen-Gluringen	Secondaire	Fermeture	Coordination réglée
23.206	Place d'exercice LEV	Evionnaz	Secondaire	Fermeture	
23.207	Schiessplatz Mäderalp	Ried-Brig	Secondaire	Maintien	
23.208	Place de tir Mandelon	Héremence	Secondaire	Fermeture	
23.209	Place de tir Merdenson	Sembrancher, Vollèges	Secondaire	Fermeture	
23.210	Schiessplatz Nideralp	Simplon, Visperterminen	Secondaire	Maintien	
23.211	Place de tir Orchéra-Métail	Héremence	Secondaire	Fermeture	
23.212	Place de tir Les Outannes	Mollens	Secondaire	Fermeture	
23.213	Place de tir Pointe d'Héremence	Ayent	Secondaire	Fermeture	
23.214	Place de tir Pra Bardy/Sion	Sion	Secondaire	Maintien	
23.215	Übungsplatz Raron	Raron	Secondaire	Maintien	
23.216	Schiessplatz Rossboden	Simplon	Secondaire	Maintien	
23.217	Schiessplatz Schwarze Tschugge	Simplon	Secondaire	Maintien	

C.9 Installations militaires

23.218	Schiessplatz Simplon	Simplon	Secondaire	Maintien	
23.219	Übungsplatz Turtmann	Turtmann-Unterems (SPM : Turtmann)	Secondaire	Maintien	
23.220	Schiessplatz Ulrichen	Münster-Geschinen	Secondaire	Fermeture	
23.221	Place de tir Vernayaz	Vernayaz	Secondaire	Fermeture	
23.222	Place de tir Vérolliey	Saint-Maurice	Secondaire	Fermeture	
23.223	Schiessplatz Wolfeye	Raron	Secondaire	Maintien	
23.31	Aérodrome militaire de Sion	Sion	Principal	Fermeture	Coordination réglée
23.41	Centre d'infrastructures Saint-Maurice	Saint-Maurice	Principal	Fermeture	
23.6	Point de franchissement Collonges	Collonges, Evionnaz	Secondaire	Maintien	
23.6	Point de franchissement Illarsaz	Aigle (VD), Collombey-Muraz	Secondaire	Maintien	
23.6	Point de franchissement Vernayaz	Dorénaz, Vernayaz	Secondaire	Maintien	
23.91	Centre d'instruction sécurité militaire	Lavey-Morcles (VD), Saint-Maurice	Principal	Fermeture	